



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°127 27 SEPTEMBRE 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

NIGERIA :
DEMISSION DE
KEMI ADEOSUN,
MINISTRE DES
FINANCES

AFRIQUE DU SUD :
LE PRESIDENT CYRIL
RAMAPHOSA
DEVOILE SON PLAN
DE RELANCE
ECONOMIQUE

TANZANIE :
AMENDEMENT DE LA LOI
SUR LES PARTENARIATS
PUBLIC-PRIVE (PPP) EN
DEFAVEUR DES
INVESTISSEURS
INTERNATIONAUX

TOGO : BRGM
ADJUDICATAIRE
D'UN LOT SUR LE
PROJET DE
GOUVERNANCE

KENYA : LE GROUPE DE
PRESSE STANDARD
GROUPE PLC
RENFORCE SON
IMPLICATION DANS
L'AGRICULTURE

GHANA :
STANDARD &
POOR'S RELEVE LA
NOTE DU GHANA DE
B- A B.

**CONGO-
BRAZZAVILLE :**
CREATION D'UNE
HAUTE AUTORITE
DE LUTTE CONTRE
LA CORRUPTION

SOUDAN : ACCORD
DE TRANSIT ET
NEGOCIATIONS DE
NOUVELLES
CONCESSIONS
PETROLIERES

LIBERIA :
DISPARITION DE
16 MDS LRD
COMMANDES
PAR LA BANQUE



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique du Sud : Léger ralentissement de l'inflation au mois d'août

Alors que le marché s'attendait une remontée de l'inflation, cette dernière a légèrement ralenti au mois d'août 2018, à +4,9% par rapport à la même période en 2017 – alors qu'elle s'élevait à +5,1 % en juillet. Cette baisse est attribuable à la diminution des prix du transport, qui contribuent à hauteur de 1,3 point de pourcentage à l'inflation totale. Les prix du logement ont, quant à eux, exercé une pression à la hausse — augmentation des prix de l'eau (+11,2% en août par rapport à la même période en 2017) et de l'électricité (+7,8%).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Maintien du taux directeur à 6,5 % et modification des prévisions de croissance

Le 20 septembre, la Banque centrale a annoncé sa décision de maintenir le taux directeur à 6,5 % (abaissé de 25 pdb en mars dernier). Elle a justifié sa décision en évoquant le risque que l'inflation puisse repartir à la hausse dans les prochains mois en raison de l'augmentation des prix du pétrole, de la dévaluation du rand et de la contraction de l'activité économique. En revanche, la Banque centrale a revu de manière significative ses prévisions de croissance : pour 2018, elle table désormais sur un taux de 0,7% contre 1,7% initialement au mois de janvier puis 1,2% au mois de juillet.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : La Banque centrale confie la vente de devises aux banques commerciales

La Banque centrale angolaise (*Banquo Nacional de Angola* – BNA), a annoncé qu'elle mettait fin aux ventes dirigées de devises, cette responsabilité allant désormais être entièrement confiée aux banques commerciales à partir du 1^{er} octobre. Jusqu'à la fin 2017, le système d'octroi de devises était entièrement administré par la BNA à un taux fixe. Début 2018, suite à la mise en place d'un système de change flottant, la vente de devises s'effectuait à travers un système d'enchères. Les banques commerciales auront désormais la responsabilité d'attribuer les devises à leurs clients et aux différents secteurs.

✉ quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr

▼ Botswana : Révision à la baisse des perspectives de croissance

Mardi 18 septembre, le ministre des Finances a annoncé une révision à la baisse des perspectives de croissance du pays de 5,3% à 4,3% pour 2018, en raison d'une baisse des revenus du secteur minier (plus particulièrement diamantaire). Le déficit public a par conséquent été revu à la hausse à 4,6 Mds BWP soit 2,3% du PIB (contre 1,8% précédemment).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Malawi : Publication du rapport économique mensuel de juillet

La Banque centrale du Malawi a publié le 13 septembre son [rapport économique mensuel](#). Selon ce rapport, les réserves de change du pays ont diminué à 748 MUSD en juillet (contre 753 MUSD en juin) représentant une couverture de 3,6 mois d'importations. L'inflation a, quant à elle, accéléré à 9% en juillet (contre 8,6% au mois précédent) en raison de l'augmentation des prix alimentaires.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : Contraction du PIB de 0,2% au second trimestre 2018

Au second trimestre de 2018, le PIB namibien s'est contracté de 0,2% par rapport au trimestre précédent. Il s'agit du neuvième trimestre consécutif de récession. Cette contraction est en grande partie attribuable aux mauvaises performances du secteur manufacturier, dont la valeur ajoutée a diminué de plus de 12%. Les efforts du gouvernement pour réduire les dépenses publiques exercent également une pression sur l'économie, mise en évidence par la contraction des secteurs de la santé et de l'éducation, -4,9% et -6,2%, respectivement.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Zimbabwe : Creusement du déficit commercial sur les premiers mois de l'année

Fin juillet 2018, le déficit commercial s'élevait à près de 1,5 Mds USD, une hausse de 27% par rapport à la même période en 2017. Cela s'explique par une augmentation plus importante des importations par rapport aux exportations. Sur la période, ces dernières s'élèvent à 3,4 Mds USD, principalement alimentées par l'augmentation des prix du pétrole. Ces résultats prévalent pour la période de février à juillet 2018, l'agence n'ayant pas publié les résultats de janvier.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Le président Cyril Ramaphosa a dévoilé ce vendredi son plan de relance économique

Ce plan prévoit un remaniement de l'architecture des visas pour faciliter le tourisme et le commerce, la mise en place d'un fond pour les infrastructures alimenté de 400 Mds ZAR, la finalisation de la révision de la chartre des mines et une revue des tarifs portuaires, ferroviaires et de l'électricité. Le président déclare également prioriser les investissements dans l'agriculture, revitaliser l'économie des townships, mener plus de 1 000 projets sanitaires dans les établissements scolaires et créer 2 200 postes dans la santé. Le fond pour l'infrastructure sera investi dans les routes, le logement, le transport et les résidences étudiantes. Ce fond sera constitué de fonds propres, de dette et d'obligations.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ Examen de la situation économique récente et des perspectives de l'UMOA

D'après le Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), le taux de croissance s'est maintenu à 6,5%, en glissement annuel, au 2^{ème} trimestre 2018. Le PIB de l'Union est attendu en hausse de 6,8% en 2018, après une progression de 6,7% en 2017 grâce au dynamisme des services des télécommunications, du tourisme et de l'hôtellerie ainsi que du secteur du bâtiment et des travaux publics. L'exécution des budgets des Etats s'est soldée par une atténuation du déficit budgétaire à 2,2% du PIB contre 2,6% en g.a. La balance courante est déficitaire à 7,0% du PIB en 2018 contre 7,2% observé en 2017.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ 10 M FCFA de capital minimum pour les PME sur le marché financier de l'UMOA

Le [Conseil des Ministres de l'UMOA](#) a fixé à 10 M FCFA (15 245 EUR), contre 100 M FCFA (152 450 EUR) auparavant, le capital social minimum requis des entités pour faire appel au marché financier régional de l'UMOA. Cette décision assouplit les conditions de sollicitation notamment au niveau du 3^{ème} compartiment de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM). Pour y accéder, une PME doit être constituée sous forme de société anonyme, produire un plan d'affaires sur 3 ans, avoir des états financiers certifiés des 2 exercices précédant la demande d'admission, un flottant d'au moins 10% du capital et signé un contrat avec un Listing Sponsor dont les tarifs sont désormais fixés.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ **CEMAC : La BEAC révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour la sous-région en 2018**

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale estime dans son dernier Bulletin économique et statistique, que la croissance du PIB dans la sous-région devrait atteindre +2,5% contre 1,9% précédemment prévu. La remontée des cours et de la production de pétrole brut devrait permettre d'améliorer les indicateurs macroéconomiques de la CEMAC en 2018. Il est de ce fait attendu une croissance de 6,1% pour le secteur pétrolier et 1,8% pour le secteur non pétrolier contre respectivement 0,7% et 2,1% pour les secteurs pétrolier et non pétrolier initialement prévu.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Ghana : Standard & Poor's relève la note du Ghana de B- à B

L'agence de notation justifie cette décision par les résultats de la Banque centrale ghanéenne (BoG) en matière d'inflation, désormais inférieure à 10%, et, plus surprenant, par la stabilité retrouvée du secteur bancaire, après 7 faillites d'établissements déclarées en 12 mois. Toutefois, la transformation en taux non-récupérable de 5 des 17,5 points de la TVA, dans le cadre de la révision budgétaire de juillet, n'a pas encore été répercutée sur les prix par les entreprises. De plus, la discipline budgétaire devra faire face à la tenue des élections présidentielles de 2020 et la fin annoncée du programme du FMI, sous contraintes d'une dette publique élevée (71,8% du PIB) et de la faiblesse des recettes fiscales (17,5% du PIB).

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Légère baisse des transferts de la diaspora

D'après le FMI et la *National Bank of Ethiopia*, les transferts de la diaspora – qui avaient atteint un niveau record en 2015/16 à 6,4 Mds USD – se sont légèrement contractés (-15%) à 5,5 Mds USD en 2016/17. Ce ralentissement peut s'expliquer par un mouvement de *boycott* des transferts de fonds, lancé par un groupe d'expatriés à la suite des troubles politiques de 2016-2017. Cette année, les transferts stimulés par les politiques volontaristes du nouveau Premier ministre, devraient toutefois repartir à la hausse. Afin d'accroître le niveau des réserves de change, le gouvernement a notamment créé le *Diaspora Trust Fund* en juillet 2018.

✉ Pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Approbation de la loi de Finances 2018/19

Après plus de deux mois d'obstruction parlementaire, la loi de Finances 2018 a été votée ce jeudi 20 Septembre puis promulguée par le président Kenyatta le 21 Septembre. En réponse aux vives contestations relatives à la TVA à 16 % sur le carburant, celle-ci a été abaissée à 8 %. Pour compenser la baisse substantielle de recettes fiscales qui découle de cette mesure, de nouvelles taxes ont été votées dont une taxe de 3 % sur les salaires qui devrait permettre de financer le *Housing Plan*, une taxe forfaitaire de 18 KES (0,18 USD) par litre sur la vente de kérosène, de 20 KES (0,20 USD) par kilo sur le chocolat. Enfin, il est prévu l'augmentation de plusieurs taxes : la taxe appliquée sur la vente de crédits téléphoniques et de données internet passera de 10 % à 15 % ; celle relative aux transferts de *mobile money* et aux frais de retraits bancaires passera pour sa part de 10 % à 20 %.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : adoption par le gouvernement du projet de loi de finances 2019

Le conseil des ministres s'est réuni le 19 septembre 2018 sous la présidence du Président Ibrahim Boubacar Keïta et a adopté le projet de loi de finances 2019. Le budget 2019 prévoit des recettes de 2 023 Mds FCFA (3,08 Mds EUR), en hausse de 3,37% par rapport à 2018. Les dépenses se situent à 2 410 Mds FCFA (3,67 Mds EUR), en hausse de 3,43% par rapport à l'exercice précédent. Le projet de budget 2019 présente donc un déficit global de 387 Mds de XOF (589 M EUR). Le gouvernement espère financer ce déficit via la mobilisation d'aides budgétaires et des émissions de titres publics sur le marché régional.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : ouverture de crédits d'avance au titre du budget de l'Etat 2018

Le projet de décret d'avance intervient en raison de l'évolution du contexte macro-économique qui remet en cause le cadrage de la loi de finances Initiale 2018. Les ressources du budget de l'Etat ont connu une augmentation d'environ 4 Mds MRU (96,4 M EUR). De l'ordre de 24 Mds MRU (576,7 M EUR) aux premiers mois de 2017, elles ont atteint 28 Mds MRU (673,8 M EUR) début 2018 en raison de notamment la hausse des cours mondiaux d'hydrocarbures (hypothèse initiale de 54 USD le baril contre un cours réel de 74 USD actuellement) et de la suppression ou de la fusion de certains ministères. Les dépenses ont connu une légère baisse de 24 Mds MRU (575,7 M EUR) en 2017 à 23,6 Mds MRU (568 M EUR) en 2018.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : hausse de 574 Mds FCFA (875 MEUR) de la masse monétaire

Selon la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la masse monétaire du Sénégal a enregistré une augmentation de plus de 974 M USD au terme du mois de juin 2018 comparée à juin 2017. Cette masse monétaire s'est établie à 4 953,3 Mds FCFA (7,5 Mds EUR) contre 4 379,8 Mds FCFA (6,7 Mds EUR) en juin 2017, soit une progression de 13,1% en valeur relative. Cette hausse serait occasionnée à la fois par les dépôts transférables, les autres dépôts inclus dans la masse monétaire et la circulation fiduciaire (billets et pièces de monnaie hors banques).

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : 1,7 M EUR de recettes fiscales mobilisées à fin juillet 2018

Selon la direction générale de la planification et des politiques économiques, les recettes fiscales mobilisées, au terme des 7 premiers mois de l'année 2018, sont estimées à 1 133 Mds FCFA (1,7 Mds EUR). Elles ont augmentées de 4,5% grâce à la bonne tenue de l'impôt sur le revenu et des recettes douanières qui se sont respectivement accrues de 16,1% et 4,7% pour atteindre 206,1 Mds FCFA (314 MEUR) et 360,3 Mds FCFA (549 MEUR). La TVA intérieure hors pétrole (237 MEUR), les taxes spécifiques sur la consommation (117 MEUR), la taxe sur les activités financières (53 MEUR) ainsi que la Contribution au développement économique (19 MEUR) participent également à cette hausse.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Nigeria : démission de Kemi Adeosun, ministre des Finances

Cette décision fait suite aux rumeurs sur l'authenticité de son certificat d'exemption du *National Youth Service Corps*, dont la participation est obligatoire pour tout nigérian diplômé de l'enseignement supérieur. Nommée en novembre 2015 par le Président Buhari, cette ancienne banquière d'affaires avait activement pris part en 2016 aux rencontres avec les investisseurs internationaux lorsque le gouvernement cherchait alors à combler un déficit record qui atteignait 11 Mds USD. Suite à cette démission, Zainab Shamsuna Ahmed, jusqu'alors secrétaire d'Etat au Budget et à la planification nationale, a été nommée pour superviser le ministère des Finances, en attendant sa confirmation par l'Assemblée nationale.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : disparition de 16 Mds LRD commandés par la Banque centrale

Une partie des commandes de monnaie réalisées entre 2016 et 2018 par la Banque centrale du Libéria – qui délègue l'impression des billets à des fournisseurs étrangers – aurait disparue, selon l'actuel ministre de l'information. Le montant total (16 Mds LRD, soit 104 M USD) représenterait près de 3% du PIB du pays. En réaction, quinze personnes se sont vues interdire toute sortie du territoire, dont le fils de l'ancienne présidente Ellen Johnson Sirleaf - chef par intérim de la Banque centrale en février 2016 – ainsi que l'ancien gouverneur de la Banque centrale. Pour rappel, l'économie libérienne est l'une des plus dollarisées au monde, avec une masse monétaire (équivalente à 655 M USD), composée à 66 % de dollars USD.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Signes de fébrilité sur le *Nairobi Stock Exchange*

L'indice NSE20, regroupant les vingt premières capitalisations sur la place de Nairobi, poursuit sa tendance baissière, amorcée depuis avril 2018. L'indice a atteint le 25 septembre son point le plus bas depuis un an, à 2 873 pts contre 3 862 pts le 21 mars 2018. Cette perte de 25,6% de valorisation boursière est à rapprocher des résultats relativement médiocres des entreprises au cours de la période et de l'appréciation du dollar américain depuis le début de l'année. Toutefois, selon plusieurs observateurs, le vide créé par le report de l'examen de la revue au titre du SBA et l'enlisement des débats sur le budget ont également contribué à la contreperformance de l'indice, dans un contexte par ailleurs marqué par une dégradation des positions budgétaire et externe du pays.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Amendement de la loi sur les partenariats public-privé (PPP) en défaveur des investisseurs internationaux**

Les amendements de la loi sur les PPP approuvés par le parlement le 19 septembre 2018 confèrent les pleins pouvoirs aux tribunaux nationaux pour résoudre les cas de différends entre le gouvernement et les acteurs privés, y compris les investisseurs étrangers. Elle supprime ainsi le recours aux tribunaux d'arbitrage internationaux. De plus, parmi les modifications approuvées, tous les contrats PPP devront désormais être approuvés par le procureur général avant approbation définitive par les comités de pilotage. Le ministre des finances a désormais le pouvoir d'approuver certains projets « spéciaux » conçus par le secteur privé sans passer par les procédures classiques d'appel d'offres.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : amendement en vue du Code des investissements**

Le projet de loi portant modification du Code des investissements a été adopté par le gouvernement. Conformément aux recommandations de la CNUCED, de nouvelles mesures favorisant l'investissement privé seront créées. Il s'agira de (i) simplifier les régimes d'agrément avec des incitations claires et précises pendant les périodes d'installation et d'exploitation, (ii) d'exonérer les entreprises dans une large proportion de droits de douane pendant la phase d'investissement ce quel que soit le régime retenu mais également (iii) de professionnaliser le traitement des dossiers d'agrément et de limiter le délai de décision technique par l'Agence de promotion des investissements et exportations (APIEX).

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : dégradation de la situation sécuritaire dans l'Est du pays**

Depuis le 18 septembre 2018, il est désormais interdit de circuler entre 19h et 5h du matin avec des engins à deux roues ou des tricycles sur les routes de la région de l'Est du Burkina Faso, frontalière au Niger et au Bénin. Cette mesure intervient après la recrudescence des attaques terroristes dans la région ces dernières semaines.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : signature de l'APE régional avec l'Union européenne (UE)**

La Mauritanie est devenue le 21 septembre, le 15^{ème} pays d'Afrique de l'Ouest à avoir signé l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'UE. L'APE régional ne sera effectif qu'une fois la signature du dernier pays de la zone : le Nigéria. Les APE régionaux ont pour objectif de promouvoir les échanges commerciaux entre l'UE et les pays africains à travers la l'ouverture réciproque des marchés. La Côte d'Ivoire et le Ghana ont quant à eux signé des APE intérimaires de façon bilatérale avec l'UE, en attendant la mise en œuvre de l'APE régional. Pour information, le comité ministériel conjoint au commerce UE-Afrique-Caraïbes-Pacifique se tiendra le 26 octobre 2018 à Bruxelles pour discuter de l'état des lieux des 7 APE.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : la liaison du Bénin avec le Niger rétablie par une digue**

Suite à l'effondrement du pont de Malanville la liaison entre le Bénin et le Niger par la route avait été coupée. La reprise effective du trafic était attendue pour le 24 septembre 2018. Une déviation temporaire via la réalisation d'une digue de franchissement a été mise au point, pour permettre aux quelques 400 camions bloqués de traverser. L'entreprise française, Sogea Satom, a été sélectionnée pour la construction du nouveau pont et dispose d'un délai d'exécution des travaux de 45 jours à compter de la date de signature du contrat.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Congo-Brazzaville – Création d'Une Haute autorité de lutte contre la corruption**

Le gouvernement a approuvé, lors de son Conseil des ministres du 20 septembre, un projet de loi portant création d'une Haute autorité de lutte contre la corruption (HALC), qui devrait remplacer la Commission nationale de lutte contre la corruption et l'Observatoire anti-corruption. Institution aux pouvoirs « étendus » avec des missions de prévention et des pouvoirs d'investigation accrus, la HALC deviendrait « *le pivot du processus de lutte contre la corruption* ». Le Conseil des ministres a également approuvé un autre projet de loi relatif à l'obligation de déclaration de patrimoine par les citoyens élus ou nommés à une haute fonction publique. Il reste encore à toiletter la loi de 2009 sur la lutte contre la corruption.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigeria : le gouvernement fédéral annonce la suspension de son projet de compagnie aérienne nationale

Le secrétaire d'État à l'aviation, M. Hadi Sirika, a annoncé la suspension du projet de compagnie aérienne nationale, Nigeria Air, par le Conseil exécutif fédéral. Ce dernier avait dévoilé Nigeria Air aux investisseurs lors du salon aéronautique international de Farnborough, au Royaume-Uni, en juillet dernier. La compagnie aérienne devait démarrer ses activités en décembre 2018, avec une mise de fond initiale du gouvernement fédéral pour la phase de lancement. Pour rappel, le transporteur national historique créée en 1958, Nigeria Airways Limited, avait été mis en liquidation en 2003 suite à des difficultés financières et une baisse du nombre de passagers.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigeria : la compagnie nigériane Air Peace commande dix nouveaux avions à Boeing

L'avionneur américain Boeing et la compagnie nigériane Air Peace ont annoncé la signature d'une commande de dix avions B 737 MAX8. Ces avions viseront à remplacer progressivement la douzaine de Boeing 737-300/500 exploités actuellement par la compagnie nigériane. Le calendrier de livraison et la valeur du contrat n'ont pas été précisés pour l'instant. Le secteur aérien nigérian a enregistré 13.4 millions de passagers en 2017 et comptait 9 compagnies locales, dont deux – Air Peace (29%) et Arik Air (22%) – couvraient plus de la moitié des vols.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigeria : 200 MUSD de soutien des Etats-Unis à l'Union Bank of Nigeria pour le financement des PME

Ce prêt de l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC) - l'institution financière publique de soutien aux entreprises américaines à l'étranger – est issu d'une enveloppe totale de 900 MUSD dédiée au financement de projets et à l'assurance des risques politiques. L'accent sera mis sur l'amélioration des services bancaires digitaux et l'accès aux capitaux pour les femmes entrepreneures. Cette annonce arrive quelques jours après celles des divers soutiens financiers chinois décidés lors du Forum sur la coopération sino-africaine.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Nouveau partenariat entre Unilever East Africa et Mr. Green Africa autour du recyclage des déchets plastiques à Nairobi**

Le producteur de biens de consommation *Unilever East Africa* a annoncé un nouveau partenariat avec *Mr. Green Africa* afin de recycler les déchets plastiques. L'accord comprend un investissement de 30 MKES (300 000 USD) dans la société de recyclage basée à Nairobi, et devrait permettre de quadrupler le nombre de points de collecte des déchets, actuellement établi à 25, d'ici à 2020. Cet investissement permettra de créer de nouveaux emplois : le nombre de collecteurs de déchets engagés par *Mr Green Africa* passera ainsi de 1700 à 4000. *Unilever* s'est par ailleurs engagé à rendre tous les plastiques utilisés pour ses emballages recyclables ou réutilisables, et ce d'ici 2025.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : Approbation de 70 MUSD pour le la 2^{ème} phase du Projet « Pôles Intégrés de Croissance et Corridors » (PIC2.2)**

La Banque mondiale a approuvé le 18 septembre un crédit AID de 70 MUSD pour financer la 2^{ème} phase du Projet PIC2.2, faisant suite à un premier prêt de 50 MUSD accordé en 2014. Le PIC2.2 soutiendra la croissance durable des secteurs du tourisme et de l'*agrobusiness* à travers l'amélioration de l'accès aux infrastructures et aux services clés dans les régions d'Anosy, d'Atsimo-Andrefana, de Diana et dans l'île de Sainte-Marie. Il bénéficiera directement à 15 000 agriculteurs, vise la création de près de 18 000 emplois et devrait attirer 25 MUSD d'investissements privés grâce à un appui à la promotion et à la facilitation des investissements.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Nouvelle négociation pour le projet chinois du port de Bagamoyo**

Le Premier ministre tanzanien Kasim Majaliwa a déclaré que le gouvernement avait ouvert des négociations avec la société chinoise *China Merchants Holdings International (CMHI)* autour du projet portuaire de Bagamoyo, dont le coût est estimé à 5,6 Mds USD. Le nouveau port serait à même de concurrencer ceux de Mombasa (Kenya) et de Durban (Afrique du Sud). Il devrait attirer près de 760 industries (270 000 emplois directs) d'ici 2047. *Oman Sovereign Fund* pourrait participer au financement du projet. Ce projet fait suite à un accord signé en 2013 par les présidents Jinping et Kikwete.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : appui budgétaire de 60 M USD de la Banque mondiale**

La Guinée vient de recevoir de la Banque mondiale, un appui budgétaire de 60 M USD au titre de l'année 2018. La délégation de la Banque mondiale a présenté une matrice de réformes adossée à cet appui. Cette matrice, alignée sur le plan national de développement (PNDES) s'articule autour de trois piliers que sont (i) la promotion de la productivité et la croissance des investissements dans le secteur agricole, (ii) l'amélioration de la performance des services d'électricité et (iii) le renforcement de la prestation de services dans les communautés rurales. La BM a par ailleurs annoncé le lancement de trois études cette année sur la fiscalité guinéenne, sur le genre et l'autonomisation des femmes et sur le corridor de transport.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : fin des travaux de raccordement du chemin de fer de Guinea Alumina Corporate (GAC)**

D'un coût total de 1,4 Mds USD, le projet de bauxite de Guinea Alumina Corporation (GAC), filiale d'Emirates Global Aluminium (EGA), connaît une bonne exécution. Les travaux de raccordement ferroviaires viennent d'être achevés. Il s'agissait de créer une ligne ferroviaire reliant le port minier de Kamsar à la mine de Sangaredi (région de Boké). Cela constitue une importante étape dans le développement de l'exportation de sa bauxite dont la production prévue au 2nd semestre de 2019 est de 12 millions de tonnes. Sur les 3200 employés guinéens travaillent dans ce projet, dont 80 % sont issus de la région.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **SAO TOME & PRINCIPE : signature d'accords de coopération avec la Chine**

A l'occasion du forum sur la coopération sino-africaine des 3 et 4 septembre dernier, la Chine et Sao Tomé & Príncipe ont signé trois accords de financement et de coopération, dont un don de 29 MUSD pour le développement de projets sociaux. Ces accords devraient permettre la création d'un Institut Confucius, en collaboration avec l'Université publique de Sao Tomé, ainsi que la construction de logements sociaux et des infrastructures routières dans le pays. Un projet de requalification de l'aéroport international de l'archipel, ainsi que la construction d'un port de pêche devraient également être financés par le gouvernement chinois.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Kenya : Le groupe de presse *Standard Groupe PLC* renforce son implication dans l'agriculture

Standards Group lance un projet nommé *FarmKenya Initiative* visant à faire du transfert de connaissance, à diffuser des informations sur les marchés, à montrer les innovations et les changements de perception concernant l'agriculture. Cette initiative s'appuie sur le constat que le secteur agricole recèle un fort potentiel en termes de créations d'emplois, en particulier pour les jeunes. Ce projet sera mis en place au travers de la création d'une plateforme multimedia sur l'agriculture, utilisant les divers media que le groupe possède (KTN TV, radio *Maisha*, the *Smart Harvest & Technology magazine* et un site internet). Le groupe propose le développement de partenariats avec des organisations et institutions publiques ou privées, locales ou internationales actives dans le développement de l'agriculture.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Hausse des exportations agricoles sur l'année écoulée

Dans son rapport statistique de juin 2018, le *National Agricultural Export Development Board* (NAEB) du Rwanda annonce une hausse des exportations de produits agricoles de 25,47% au mois de juin 2018 rapport à juin 2017 (soit 56 178 957 MUSD en juin 2018 contre 44 773 541 MUSD en juin 2017). Ces bonnes performances sont à attribuer à une hausse de la production de céréales, de légumineuses et de poissons couplée à des cours mondiaux plus favorable. Sur l'année fiscale 2017/18, le NAEB note une augmentation de 44,73% des exportations agricoles par rapport à l'année fiscale 2016/17, les recettes d'exportation étant passées à 515 986 568 MUSD contre 365 510 660 l'année fiscale précédente.

✉ Philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : lancement du programme « Investir en faveur des femmes dans l'agroalimentaire »

Africa enterprise challenge fund (AECF) a annoncé un financement de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR) pour les femmes entrepreneures évoluant dans l'agroalimentaire en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, en Éthiopie et en Sierra Leone. Le programme concerne les entreprises opérant dans la chaîne des valeurs agricoles spécifiques, notamment l'anacarde, le karité, le manioc, le palmier à huile, le riz et les produits maraîchers. L'AECF envisage d'augmenter le montant du fonds à 28 Mds FCFA (42,7 Mds EUR) pour couvrir le reste de l'Afrique subsaharienne. Pour mémoire, AECF est une institution financière lancée en 2008 au World Economic Forum Africa sur une initiative de Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA).

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : l'OMC agit pour le renforcement des filières anacarde et karité

Le projet de durabilité et de renforcement des capacités commerciales de l'anacarde et du karité au Togo (PRODAK), d'une durée d'implémentation de deux ans (2018-2020), bénéficie d'une enveloppe de 5,6 M USD financée par l'Organisation mondiale pour le commerce (OMC) via le Cadre intégré renforcé (CIR). Il consistera à structurer et renforcer les deux filières pour les transformer en cultures de rente, en vue d'accroître leur potentiel d'export. Ce projet fait suite à la précédente intervention de l'OMC au Togo, qui s'était alors focalisée sur le renforcement de la filière soja (2,4 M USD).

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Nigeria : Thor Explorations confie l'ingénierie du projet Segilola au chinois Norinco International

La compagnie canadienne Thor Explorations a annoncé avoir conclu un protocole d'accord avec la société chinoise Norinco International pour la réalisation des travaux d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction (EPC) de son projet aurifère Segilola. Pour rappel, Thor Explorations avait acquis en septembre 2016 une licence d'exploitation minière valable 25 ans pour le projet Segilola, situé dans la région d'Osun qu'elle détient à 100%. Une étude de faisabilité définitive est en cours et le projet, d'une valeur nette estimée à 138 MUSD, devrait entrer en production en 2020.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Firestone Natural Rubber réduit sa production de caoutchouc face à la baisse des prix mondiaux

L'entreprise a annoncé la suppression de 75 postes en réaction à une perte de compétitivité et à la baisse de 40% des prix mondiaux du caoutchouc depuis 2017. Plus de 400 personnes avaient déjà été remerciées en 2014. Pour rappel, Firestone est une filiale de Bridgestone Americas, présente dans le pays depuis 1926. En 2017, les exportations de caoutchouc étaient le 3ème poste d'exportation du pays, après la construction navale et le secteur minier. Composées en majorité d'exportations de caoutchouc naturel, ces dernières représentaient 127,5 MUSD, ce qui faisait du pays le deuxième plus gros exportateur en Afrique (après la Côte d'Ivoire avec 1,1 Md USD).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : La nouvelle stratégie du groupe Eskom attendue fin septembre sera révélée le 15 novembre

Le développement à horizon 2035 de l'entreprise publique sera livrée avec le support de Boston Consulting Group (BCG). Le retard serait dû à l'établissement d'un directeur permanent, aux négociations avec les travailleurs et au retard de l'IRP.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mozambique : Le gouvernement approuve un nouveau plan de gestion des ressources hydriques**

Ce plan comprend une enveloppe de 13 Mds USD qui seront investis au cours des 20 prochaines années. Il comprend la construction d'infrastructures le long des principaux bassins hydriques du pays afin d'assurer une meilleure utilisation de l'eau.

✉ ulyse.arliquie@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : *China Oil HBP* attributaire des contrats gaziers de l'Ogaden**

Le 5 septembre dernier, le groupe pétrolier et gazier *China Oil HBP* s'est vu attribuer un contrat biennal de 313 MUSD par la compagnie chinoise *Poly-GCL Petroleum Investments* afin de mettre en service les gisements gaziers de Calub et Hilaba (Ogaden), dont les réserves sont estimées à 4,7 trillions de pieds cubes (TCF) de gaz naturel. *China Oil HBP* réalisera un gazoduc de 700 km entre ces gisements éthiopiens et Djibouti – où une usine de GNL sera construite – afin d'exporter le gaz principalement vers la Chine. Les nombreuses réserves de gaz découvertes ces dernières années dans la région de l'Ogaden (estimées à huit millions de TCF) devraient offrir de nouveaux débouchés à l'Éthiopie, qui accusait en 2017 un déficit commercial de 4,6 Mds USD avec la Chine.

✉ Pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : Utilisation du fonds souverain *Petroleum Fund* pour financer les dépenses courantes**

Au cours de l'année fiscale 2017/18, environ 19,3 MUSD ont été transférés du *Petroleum Fund* vers le compte national du gouvernement ougandais. Ce transfert de ressources, ayant été effectué par le gouvernement sans approbation préalable du parlement, est en violation manifeste avec le cadre d'utilisation des recettes pétrolières tel que défini dans la loi de gestion des finances publiques de 2015. Selon le rapport semestriel du vérificateur général des comptes, présenté au parlement en juin 2018, les actifs détenus par le fond pétrolier, où doivent être déposées les recettes de toutes les activités liées au pétrole, s'élevaient à 110,7 MUSD (422,9 Mds UGX) au 31 décembre 2017 contre 129 MUSD (507 Mds UGX) en juin 2018, soit un transfert de 16,6% des actifs.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : Accord de transit et négociations de nouvelles concessions pétrolières**

Le ministre soudanais du pétrole entame des négociations avec l'opérateur national malaisien Petronas pour une nouvelle concession le long de la Mer Rouge. Il a également signé un contrat avec China National Petroleum Corporation (CNPC), Indian Oil and Natural Gas Corp. et Petronas, qui opèrent au Soudan et au Soudan du Sud, pour que la production des concessions 1, 2 et 4 du Soudan du Sud, de 45 000 barils par jour, puisse transiter par l'oléoduc soudanais jusqu'à Port Soudan. Le prix de transit est fixé à 14 USD par baril. Le Soudan, qui produit actuellement environ 80 000 barils par jour, malgré les efforts engagés depuis 2017, peine à relancer son secteur pétrolier.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Transition vers le gaz naturel pour le *Bus Rapid Transit* de Dar es Salaam**

Le gouvernement tanzanien envisage d'utiliser des bus fonctionnant au gaz naturel sur les lignes du BRT de Dar es Salam. L'agence, *Dar Rapid Transit Agency*, devra faire passer l'intégralité de sa flotte, soit 800 bus, au gaz naturel, et ce afin de réduire de 50 % des coûts liés à la consommation de carburant. Selon le Directeur de la société publique de pétrole TPDC, l'Université et l'Institut de technologie de Dar es Salam sont déjà prêt à installer les systèmes de gaz sur les véhicules. Aucun montant, ni échéance ont été annoncés. L'ensemble du projet comporte six phases qui, une fois achevées, bénéficieront à 90 % des résidents de Dar es-Salam.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **SAO TOME & PRINCIPE : signature d'accords de coopération avec la Chine**

A l'occasion du forum sur la coopération sino-africaine des 3 et 4 septembre dernier, la Chine et Sao Tomé & Príncipe ont signé trois accords de financement et de coopération, dont un don de 29 MUSD pour le développement de projets sociaux. Ces accords devraient permettre la création d'un Institut Confucius, en collaboration avec l'Université publique de Sao Tomé, ainsi que la construction de logements sociaux et des infrastructures routières dans le pays. Un projet de requalification de l'aéroport international de l'archipel, ainsi que la construction d'un port de pêche devraient également être financés par le gouvernement chinois.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Burkina Faso : un nouveau gisement en production pour Endeavour Mining**

Le groupe Endeavour Mining au Burkina Faso prévoit de démarrer en 2019, l'exploitation d'un nouveau gisement à Bouéré-Dohoun, situé à environ 275 km à l'ouest de la capitale, dont le minerai sera traité dans à l'usine de Houndé. Les réserves minières sont estimées à 7,8 tonnes d'or sur une superficie de 5,37 km² avec une durée d'exploitation de 5 ans. Pour rappel, le groupe canadien exploite déjà les mines de Karma, dans la province du Yatenga, et de Houndé, dans la province du Tuy, et projette une production entre 355 000 et 375 000 onces en 2018.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : création d'une unité de production du fer**

Hadid Chermal (groupe SKI), une société mauritanienne au capital de 36 M MRU (854 300 EUR), vient de lancer son projet d'aciérie pour fabriquer du fer à béton en Mauritanie. L'investissement représente une enveloppe de 50 M USD. La production annuelle attendue de l'aciérie est de 50 000 T/an dont 80% destinés aux besoins locaux et 20% orientés au marché sous régional (Mali et Sénégal). 290 emplois dont 60 emplois directs sont attendus avec la création de cette unité.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Madagascar : Ouverture prochaine de la ligne aérienne Tuléar-Fort-Dauphin-La Réunion

Air Madagascar et son partenaire stratégique *Air Austral* ont annoncé le 19 septembre la création d'une passerelle aérienne entre Tuléar, Fort-Dauphin et la Réunion. Première passerelle connectant le Sud de Madagascar et la Réunion, elle a été appuyée par l'Aviation Civile de Madagascar (ACM) et la Direction Générale de l'Aviation Civile française (DGAC). Des liaisons seront effectuées deux fois par semaine à partir du 3 décembre, le lundi par un Boeing 787-8 d'*Air Austral* et le vendredi par un Boeing 737-8 d'*Air Madagascar*. Tout comme la liaison Antananarivo-La Réunion-Guangzhou depuis février 2017, ces vols seront commercialisés à travers un partage de codes entre les deux compagnies.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : lancement du Bus rapid transit (BRT)

Le ministre des Transports terrestres, des infrastructures et du désenclavement a procédé au lancement du projet de système de Bus rapide sur voies réservées de 18,3 km entre Dakar et Guédiawaye. Il desservira 14 communes et transportera 300 000 voyageurs par jour dans un temps réduit. Ce projet d'un coût global de 296 Mds FCFA (451 M EUR) est financé par la Banque mondiale (281 M EUR), la Banque Européenne d'Investissement (79 M EUR) et l'Etat du Sénégal (23 M EUR). Le projet BRT est le seul projet de transport inscrit au titre de la contribution du Sénégal à la réduction des émissions de gaz à effet de serre pour la COP 21.

✉ diadame.diawbaudoin@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Niger : Nestlé transfère son siège régional

La multinationale Nestlé, spécialisée dans les produits alimentaires, a décidé de délocaliser le siège de sa succursale de Ouagadougou à Niamey. Aucune explication n'a été encore apportée sur cette décision. Au Niger, Nestlé produit et transforme, entre autres, du lait et des cubes d'assaisonnement.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Togo : BRGM adjudicataire d'un lot sur le projet de gouvernance minière

Le Projet de développement et de gouvernance minière (PDGM), financé par la Banque mondiale (prêt de 15 M USD sur 2016-2020), entre dans sa phase d'opérationnalisation. Il s'inscrit dans la continuité de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). Le français Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a été attributaire du lot pour la fourniture d'un système d'information géographique (SIG) moyennant un contrat de 80 000 EUR. Il s'agira de réaliser le fonds documentaire de la Direction générale des mines et de la géologie (DGMG). Un appel à manifestation d'intérêt vient d'être émis concernant la réalisation d'une cartographie des mines artisanales et des carrières clandestines.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Côte d'Ivoire : visite officielle d'Alassane Ouattara au Qatar

A l'issu d'un séjour de 72h, le chef de l'Etat ivoirien, accompagné par 10 chefs d'entreprises ivoiriennes, et l'émir du Qatar ont signé 6 accords de coopération portant notamment : création de la Grande commission mixte de coopération, enseignement supérieur et recherche scientifique, promotion et protection réciproque des investissements et transport maritime. Les échanges ont également porté sur la transformation des matières premières agricoles ainsi que sur le financement de 3 projets que sont l'autoroute de contournement de la ville d'Abidjan Y4, la construction de trois lycées de formation professionnelle et de l'Université d'Abengourou.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 27^{ème} Assemblée générale du Conseil International des aéroports (ACI)-Afrique

L'assemblée générale de l'ACI en Afrique se tiendra du 13 au 19 octobre au Sofitel d'Abidjan. 400 participants venus d'Afrique et d'autres continents sont attendus afin de discuter des sujets liés au développement des aéroports africains en se focalisant notamment sur la thématique sécuritaire.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : dialogue régional sur le secteur financier de la CEDEAO

Organisé à l'initiative de la Banque africaine de développement et de *Making finance work for africa* (MFW4A) et en liaison avec la CEDEAO, le dialogue aura lieu le 27 et 28 septembre au siège de la BAfD à Abidjan. Il s'agira pour les participants de faire l'état des lieux des réformes en cours dans le secteur financier et d'identifier les actions prioritaires, et leur intégration dans les stratégies de la BAfD et des institutions de développement. Une feuille de route commune pour la mise en œuvre d'initiatives en faveur du développement du secteur financier sera adoptée à l'issue de ce dialogue.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : visite à Niamey de l'Ambassadeur envoyé spécial pour le Sahel

Jean-Marc Châtaignier, Ambassadeur envoyé spécial pour le Sahel, était en visite à Niamey les 18, 19 et 20 septembre 2018 afin de faire le point avec les autorités sur la préparation du prochain Sommet des chefs d'État de la Commission climat de la zone Sahel du 4 novembre. Cette réunion sera consacrée à l'adoption du Plan d'investissement climat pour la région Sahel, mais également à la poursuite des discussions entre le G5 Sahel, dont le Niger assure la présidence, et l'Alliance Sahel, initiative regroupant bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, dans la perspective de la signature d'un cadre formel de partenariat entre les deux structures.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Gabon : Africa Agri Forum**

Le Gabon sera l'hôte de la 5ème édition de l'Africa Agri Forum les 10 et 11 décembre prochain, sous le thème « transformation agricole, le défi africain » (ce forum était initialement prévu les 18 et 19 octobre 2018 et a été repoussé en raison de la tenue des élections législatives). Cet événement est organisé par la société marocaine i-conférences, en partenariat avec la société marocaine OCP Africa (Office Chérifien des Phosphates, 1er producteur et exportateur mondial de phosphates). 400 professionnels du secteur en provenance de 30 pays sont attendus. Lancé en 2014 à Abidjan, Africa Agri-forum se veut être un rendez-vous annuel des acteurs clés du développement de l'agriculture en Afrique.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

